

*Marianne Haahr*

## **Le Niger, une île sûre dans une mer d'insécurité**

Le contexte régional du Sahel occidental a changé significativement le 22 mars 2012 quand un coup d'état à Bamako a ouvert la voie à l'occupation du nord Mali par trois groupes extrémistes, le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'ouest), Ansar Eddine (Défenseurs de la foi) et Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique). Chaque citoyen nigérien a vu ses conditions de vie empirer. Ainsi, selon le ministre des Affaires étrangères du Niger, les investissements dans les services sociaux ont été réduits, le gouvernement étant forcé, en 2012 et 2013, d'attribuer aux forces de sécurité le budget des services sociaux.

La situation au nord Mali a eu des conséquences catastrophiques pour les pasteurs nomades en rendant leur mobilité à la fois plus difficile et plus coûteuse et en accroissant la pression sur les ressources stratégiques (pâturages et eau) du Niger par l'afflux de réfugiés. Beaucoup de pasteurs ont été obligés d'abandonner leurs routes de transhumance traditionnelles (à travers le nord du Mali) et d'emprunter des routes nouvelles dont ils n'ont pas l'expérience et où ils n'ont pas de réseaux sociaux. Ceux-ci leur garantissent un accueil bienveillant des communautés où ils passent et minimisent les risques de conflits. L'utilisation des routes traditionnelles évite aussi que des autorités publiques ou traditionnelles ne leur infligent des taxations illégales. Ainsi, le 12 mai 2012, une circulaire a ordonné à tous les pasteurs d'évacuer leurs troupeaux de la savane togolaise dans les dix jours ou de payer une amende de 50.000F. CFA par troupeau de 50 têtes de bétail<sup>1</sup>. Et ceci malgré l'existence du certificat international de transhumance dans la zone ECOWAS.

Le sud du Niger a une frontière commune avec le Nigeria, en proie à des troubles, et où les activités croissantes de Boko Haram en 2012 ont menacé de s'étendre dans le sud-est nigérien. À l'est du pays, la frontière a été fermée entre les deux États, répandant la crise alimentaire (voir ci-dessous). Cette fermeture a de graves conséquences pour les pasteurs parce qu'elle détériore leurs échanges commerciaux, le Nigeria étant une place très importante sur le marché des céréales dont ils dépendent pour la nourriture du bétail. En 2012 les prix ont augmenté en raison de la pénurie. De plus, la fermeture de la frontière a fait que peu de négociants nigériens sont venus au marché de chameaux le plus important de N'guel Kolo et que les pasteurs ont dû céder leurs bêtes à la moitié du prix qu'aurait payé un Nigérian.

## **Les pasteurs sont toujours marginalisés face aux situations d'urgence**

La crise alimentaire au Sahel, en 2012, a provoqué la menace d'une famine pour 18.700.000 personnes et de dénutrition pour 1.100.00 enfants. Dans le seul Niger,

---

<sup>1</sup> En particulier la circulaire N 018/2012/RS/PKp du 22 mai 2012 signée par le Préfet de Kpendjal (région des savanes, Togo)

6.400.000 personnes, sur une population de 14 millions, furent atteintes par la pénurie alimentaire. La crise a déclenché la plus importante réponse humanitaire que la région n'ait jamais connue et qui a conjuré un désastre à grande échelle. Cette crise alimentaire s'est doublée d'un afflux de réfugiés chassés par l'occupation du nord Mali. En août 2012, ils atteignaient 75.973 personnes dont 52.518 officiellement répertoriés par le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU<sup>2</sup> et plus de 200.000 selon CARE à Banibangu dans l'ouest.<sup>3</sup> La vie dans les camps de réfugiés n'étant pas adaptée au mode de vie des pasteurs, ceux-ci restent en dehors et reçoivent moins d'aide.

Les pasteurs nigériens, pour des raisons de sécurité, n'ont pu effectuer leur transhumance habituelle et, avec la présence des réfugiés, la pression sur les points d'eau et les pâturages, s'est très fortement accrue. L'ouest du Niger, frontalier de la région de Gao au nord Mali, a été particulièrement touché selon le Secrétaire exécutif de la plus grande association des pasteurs nigériens, l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger, AREN :

*J'étais débordé par le lac formé à la frontière Niger-Mali où tous les pasteurs étaient venus à la recherche d'eau et de pâturages durant la sécheresse. J'ai rarement vu tant d'animaux morts, des carcasses partout. Il y avait tant d'éleveurs qu'on pouvait penser qu'il n'en restait plus à l'intérieur du pays. Tous les pasteurs du Niger et du Mali venaient s'abreuver au même lac. Après un certain temps, il n'y avait plus de pâturages mais il était trop tard pour aller ailleurs parce que les animaux étaient en trop mauvais état. (Dodo Boureima, 24.07.2012)*

En 2012, face aux mesures d'urgence, les pasteurs furent marginalisés, à la fois parce que les mesures étaient inadaptées et parce qu'elles ne correspondaient pas à leurs besoins. Dans l'année, les pasteurs sont touchés plus tôt que les autres groupes par les problèmes d'accès à la nourriture : pour les animaux il leur faut du fourrage, de l'eau, des vaccins, il doivent vendre le bétail en mars et avril, pas en mai ou en juin quand les opérations d'urgence ont commencé. En outre le mode de vie sédentaire des camps de réfugiés ne leur convient pas. Le ciblage et la distribution de l'aide correspondaient très peu à leurs besoins de groupes mobiles car aucune évaluation de ces besoins et de cette mobilité n'avait été faite.<sup>4</sup> L'évaluation des besoins des pasteurs a été laissée à quelques ONG spécialisées et non confiée au système national d'où la marginalisation de cette population.<sup>5</sup> Afin d'adapter les mesures d'urgence aux besoins des pasteurs, Billital Maroobé <sup>6</sup> a mené une étude sur la possibilité de créer un réseau régional de banques de fourrage animal (voir sur : <http://www.maroobe.org>) pour l'intégrer dans la réserve alimentaire régionale de sécurité comme élément de la politique agricole régionale de l'ECOWAS, adopté par le Comité des ministres (de l'agriculture) le 27 septembre 2012.

---

<sup>2</sup> <http://data.unhcr.org/MaliSituation/country.php?id=157>

<sup>3</sup> Restant en dehors des camps (la plupart des pasteurs) n'ont pas été repérés ni aidés par le système officiel

<sup>4</sup> Une façon de prendre en compte la mobilité dans l'évaluation des besoins est de faire des mises à jour toutes les deux semaines des mouvements de population ; pour s'adapter à la mobilité, les centres de distribution doivent être mobiles et non fixes

<sup>5</sup> <http://m.irinnews.org/Report/96638/Analysis-Sahel-crisis-lessons-to-be-learned>

<sup>6</sup> Le réseau couvre sept pays (Sénégal, Nigeria, Niger, Burkina Faso, Mali, Bénin et Mauritanie) et représente un total de 400.000 pasteurs. Créé il y a dix ans, en 2003, il est chargé, à l'ECOWAS, des questions pastorales particulièrement en relation avec les politiques agricoles régionales (ECOWAP) et le plan d'action sur le pastoralisme

## Violations des droits humains des pasteurs au Niger

Un conflit entre pasteurs et agriculteurs a tourné au tragique quand, le 19 juin 2012, cinq pasteurs ont perdu la vie et 14 furent blessés. L'incident s'est produit au camp Zuzu Peul, dans le canton de Koygolo. Les meurtres furent commis avec des haches. Un jeune homme est mort de ses blessures trois jours après. 44 maisons ont brûlé, sept moutons et une chèvre furent tués. Cet incident s'est produit à cause de la défaillance de fonctionnaires ou d'individus qui n'ont pas joué le rôle que la loi nigérienne leur assignait<sup>7</sup>, selon laquelle la communauté et ses chefs peuvent faciliter une conciliation verbale et soumettre le cas aux autorités publiques. Ce cas fait l'objet d'une enquête et l'AREN le suit de près.

### Réunion de pasteurs

La Commission européenne, en collaboration avec l'Union africaine, a organisé une réunion à Bruxelles, le 22 février 2012, sur les questions liées au pastoralisme. Billital Maroobé fut invité à y présenter une analyse de la situation du pastoralisme ouest africain. Il participa également, après, à la réunion du groupe d'experts organisée par AGIR (« *global alliance for resilience in West Africa* »)<sup>8</sup> puis, les 6 et 7 septembre, à une réunion avec le département de l'agriculture, de l'environnement et des ressources aquifères de l'ECOWAS pour discuter de son rôle de représentant d'une association de pasteurs dans la mise en œuvre de la politique agricole de l'ECOWAS. Au niveau national, l'AREN avait projeté d'organiser une assemblée générale en juin 2012 mais cette assemblée dut être reportée à cause de la crise alimentaire et pastorale.

**Marianne Haahr** est coordinatrice du programme de CARE Danemark au Niger ([www.care.dk](http://www.care.dk)) qui veut promouvoir les droits des pasteurs en collaboration avec les organisations de la société civile locale. Elle possède un diplôme de master dans les droits de l'homme et la démocratisation de l'Institut intereuropéen des droits de l'homme et un diplôme de master en géographie humaine de l'université de Copenhague. Elle est, en outre, vice-présidente de l'Association pour l'amitié Niger-Danemark.

Source : IWGIA The Indigenous World 2013  
Traduction pour le GITPA par Simone Dreyfus - Gamelon

---

<sup>7</sup> Selon la loi N 93-028 du 30 mars 1993, modifiée par la loi N 2008 des 22 et 23 juin 2008, concernant le statut des chefs traditionnels au Niger

<sup>8</sup> <http://www.oecd.org/swac/topics/agir.htm>